

Cet avantage manquait à M. Baby, cependant je suis heureux de dire, et surtout fier de le dire en son absence, qu'il a rempli les devoirs de sa charge, à la satisfaction de tous ses collègues et aussi, je le crois, à celle de tout le pays. Il s'est consacré aux devoirs de sa charge avec une assiduité hors ligne, et il a réussi à vaincre les difficultés que doit éprouver un avocat au poste de ministre du Revenu de l'Intérieur. Comme tout le monde le sait, M. Aikins a été longtemps dans le commerce, et nous pensons que ses connaissances pratiques seront utiles à l'administration de ce département, très difficile à administrer et qui est de suite l'objet d'attaques, comme l'honorable député le sait, s'il n'est pas parfaitement conduit selon la loi. Voilà la raison qui a fait nommer M. Aikins à ce département. A l'égard des autres changements, l'honorable député de Durham-Onost, avec son bon cœur et sa bonne grâce ordinaires, a fait une critique spéciale sur la nomination du secrétaire d'Etat. En peu de mots, voici la raison de sa nomination. M. Masson ne pouvait plus remplir les devoirs de sa charge comme ministre de la milice et il n'est pas homme à rester à un poste, à moins qu'il ne lui soit possible d'y travailler; nous désirions vivement le voir continuer à se rendre utile au pays et profiter de ses conseils. M. Masson nous avertit qu'il ne pouvait se charger de l'administration d'un département qui demanderait une assiduité et un travail constant au bureau. En conséquence, nous demandâmes au président du conseil de lui céder sa place et M. Masson fut appelé à la présence du conseil où il est resté jusqu'au jour où sa santé l'a forcé de donner sa démission. Le directeur général des Postes, Sir Alexander Campbell qui l'avait été pendant plusieurs années, et qui connaissait à fond les rouages de ce département, a pris le portefeuille de la milice avec l'entente que dès que l'on pourrait faire une nouvelle distribution des portefeuilles, il retournerait au département qu'il a si longtemps et si habilement administré. C'est là toute l'histoire des changements de portefeuilles.

#### LE CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN.

M. MACKENZIE. En demandant de mettre entre les mains des députés, tous les papiers, lettres, télégrammes, relatifs à la construction du chemin de fer du Pacifique canadien, y compris les propositions faites au gouvernement pour le construire et l'exploiter avant le départ de la délégation ministérielle pour l'Angleterre, et toutes autres propositions du même genre, faites pendant le séjour des ministres en Angleterre, par des entrepreneurs ou capitalistes européens, ou autres, avec copies de toute correspondance par lettres ou par télégrammes, avec qui que ce soit, relativement à la construction et exploitation du dit chemin, M. Mackenzie, dit : Je demande ces documents parce qu'à l'ouverture de la session, le gouvernement ne nous a donné aucun avis qu'il nous les communiquerait. Nous avons entendu des déclarations appuyées sur les dires de deux ou trois, ou sûrement de deux ministres, que les ministres ont reçu des propositions pour la construction du chemin avant leur départ pour l'Angleterre. Nous avons vu la déclaration du premier ministre lui-même, faite, de suite, à son retour d'Angleterre, qu'il avait conclu un marché en Angleterre ou qu'il avait reçu des propositions et était en position de signer un contrat. De temps à autre, pendant le séjour des ministres en Angleterre, les journaux ministériels ont annoncé que la délégation était en train de réussir, qu'elle recevait des propositions qui seraient acceptées par notre population. Nous allons maintenant traiter la question la plus importante qui ait jamais fait l'objet d'une discussion dans une législature canadienne, question qui affectera, je puis dire, essentiellement pendant longtemps la prospérité du pays, et surtout cette partie du Canada que traversera le chemin de fer. Il est donc de la plus haute importance que ce parlement ait, avant de prendre une décision sur le con-

trat qui nous a été soumis vendredi dernier, un état complet donnant toutes les propositions qui ont été faites, afin de nous mettre en état de décider si le gouvernement a reçu des propositions qui, dans l'opinion de cette Chambre, seraient plus avantageuses au pays, à ses intérêts que le contrat connu, et si celui-ci et toutes les propositions étaient susceptibles d'être acceptés par un gouvernement qui a à cœur l'intérêt du pays. Je suppose qu'on ne peut avoir aucune objection à nous faire connaître ces documents, car dans une occasion antérieure lorsqu'il s'agissait d'une affaire moins onéreuse pour le pays, bien que présentée sous une autre forme, le projet nous a été soumis avec toute la correspondance échangée avec les autres compagnies qui avaient fait des propositions relativement à la construction du chemin de fer. Les ministres auraient dû présenter ces documents à la Chambre, sans attendre qu'ils fussent demandés, en se conformant au précédent établi par eux-mêmes en 1873; mais comme ils n'ont manifesté aucun désir de suivre ce précédent. J'ai donné cet avis afin de les obtenir au plus tôt et d'en profiter dans la prochaine discussion du projet soumis à l'étude du parlement.

SIR JOHN A. MACDONALD. La première partie de la motion de l'honorable député demandant tous les documents, lettres, papiers relatifs à la construction du chemin de fer du Pacifique, est certes une demande considérable. Mais j'ai cru comprendre en l'écoutant parler, qu'il veut avoir communication des propositions faites par des compagnies ou des particuliers ou des capitalistes pour la construction du chemin de fer. Je crains bien de ne pouvoir être d'un grand secours à l'honorable député en cette occurrence. Avant notre départ pour l'Angleterre, une proposition conditionnelle fut faite au gouvernement avec l'entente parfaite qu'elle n'était que conditionnelle. Le gouvernement reçut une seconde proposition, et il en vint à la conclusion, que nous ne pouvions pas régler l'affaire en ce pays, surtout lorsque nous eûmes reçu un avis indirect, verbalement, qu'une proposition nous viendrait probablement de New-York ou de San Francisco. Il fut décidé qu'avis serait donné aux intéressés que nous recevions à Londres toutes les offres, propositions ou soumissions. Alors la première proposition—celle qui était conditionnelle fut retirée; celui qui l'avait faite ne voulant plus s'y tenir. Celui qui avait fait la seconde proposition—celle-là venait d'Angleterre, n'eut pas d'abord le même sort, mais plus tard il l'abandonna. Les communications qu'ils nous firent en Angleterre étaient presque toutes, sinon toutes verbales. Des capitalistes vinrent souvent de Paris pour discuter et rediscuter l'affaire avec nous. La première proposition fut retirée. Il ne serait pas juste de faire connaître la seconde. Comme la gauche voudra bien le croire, elle venait de banquiers et autres personnes considérables dans le commerce. Ils s'aperçurent qu'ils n'étaient pas assez riches pour presser l'acceptation de leur proposition. Ils l'avaient faite, sans doute, dans l'espoir de participer à l'entreprise si cela était possible, et il ne serait guère équitable de faire connaître leurs noms et de déclarer que la raison qu'ils n'avaient pas réussi c'est parce qu'ils n'avaient pas de capitaux assez considérables. Cette indiscrétion serait de nature à leur nuire, mais je puis dire que la proportion actuelle est la plus avantageuse que nous ayons reçue, et à l'égard de l'argent et des terres demandés. Des arrangements furent conclus et formés en petit comité, nous avons siégé de jour en jour, pour discuter avec différentes personnes pendant de nombreuses séances. Tous désiraient conclure le marché, l'argent était abondant et l'esprit d'entreprise en éveil en Europe, mais surtout en France et en Angleterre. Tous désiraient vivement participer à une si grande entreprise. Quelques-uns étaient étonnés par son immensité; d'autres furent effrayés par les responsabilités qui pourraient surgir et l'un après l'autre, ils abandonnèrent toute tentative de faire partie de la compagnie. Venant à ce qui regarde le syndicat, nous en avons